

Mettre notifié aux parties le 20.8.73

N° 20/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE DAHOMEYEN

N° 70-12/CA du Greffe

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Arrêt du 29 Mai 1973

de TRINIDADE Joseph

ETAT Dahoméen  
(Ministère de la  
Fonction Publique)

Vu la requête en date du 22 Mai 1970, reçue et enregistrée le même jour au greffe de la Cour Suprême sous le numéro 352/G OS, par laquelle le sieur Joseph de TRINIDADE, Attaché d'Administration Hospitalière, en service au Ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales à Cotonou, sollicite l'annulation pour excès de pouvoir du refus implicite du Ministre de la Fonction Publique opposé à sa demande d'intégration dans le corps des Conseillers d'Administration Hospitalière en date du 23 Février 1970,

Vu le mémoire ampliatif du même jour, reçu et enregistré comme ci-dessus sous le numéro 520/G OS à la date 21-10-70 par lequel le requérant expose qu'il a sollicité son intégration dans le corps des Conseillers d'Administration Hospitalière, que sa demande ayant été jugée bien fondée, a donné lieu à la préparation d'un projet de décret modificatif de l'article 43 du décret n° 27 16 Août 1965 afin de faciliter ladite intégration, que par ailleurs l'incidence financière ayant été calculée par les services de la Santé, le tout a été transmis au Ministère de la Fonction Publique qui empêche l'aboutissement de la procédure, par le moyen unique d'annulation qu'il y a eu blocage par le Ministre de la Fonction Publique de la procédure d'intégration constituant selon le requérant un acte arbitraire et un excès de pouvoir;

Vu la lettre n° 176/MEPT/DEP du 2 Février 1971, reçue et enregistrée comme ci-dessus le même jour sous le numéro 64 G OS par laquelle le Ministre de la Fonction Publique et du Travail répliquait au recours du sieur de TRINIDADE en faisant que le requérant, après son stage, avait été régulièrement réclassé conformément au statut régissant son corps, qu'aucun texte en vigueur ne permet le reclassement sollicité et concluait au rejet de la demande;

Vu les notes en réponse en date du 20 Avril 1971 reçues et enregistrées sous le numéro 274/G OS par lesquelles le sieur de TRINIDADE répliquait au Ministre de la Santé Publique et des Affaires Sociales pour qu'il ne lui soit pas opposé une situation análoga à celle qu'il réclame avait été réservée à certains de ses anciens professionnels aujourd'hui Administrateurs ou Régistrés, que cette Autorité Administrative n'a pas toujours eu sur la question la même attitude, qu'aujourd'hui pour lui aussi un décret modificatif avait



Observer

Handwritten signature/initials.

Bien

Handwritten signature/initials.

Handwritten signature/initials.



- été introduit par le Ministre de la Fonction Publique aux fins de lui donner satisfaction, qu'il concluait à l'admission de son recours;

Vu la dépêche n° 44 du 2 Juillet 1972, reçue et enregistrée comme ci-dessus le 2-7-71 sous le numéro 456/C OS par laquelle le Ministre de la Fonction Publique et du Travail répondait au dernier mémoire déposé par le requérant et concluait au rejet du recours par les mêmes motifs et en outre par le motif qu'aucune disposition statutaire ne permettait au requérant d'obliger l'Etat au reclassement qu'il réclamait;

Vu la note du 14 Décembre 1971, reçue et enregistrée comme ci-dessus le même jour sous le numéro 790/S OS par laquelle le requérant faisait part à la Cour qu'il n'entendait pas répliquer;

Vu la consignation prévue par l'article 45 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 et constatée par reçu n° 70/76 du 22 Mai 1970.

Vu toutes les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême,

Cui à l'audience publique du Mardi, vingt neuf Mai mil neuf cent soixante treize, Monsieur le Conseiller FURN en son rapport,

Monsieur le Procureur Général GENEY en ses conclusions,

Et après en avoir délibéré conformément à la loi

Sur la recevabilité du recours du sieur Joseph de TRINIDADE, sans qu'il soit besoin de l'examiner au fond

Considérant que dans sa requête introductive d'instance, le sieur de TRINIDADE expose qu'il défère à la censure de la Cour le refus du Ministre opposé à sa requête en date du 23 Février 1970 sollicitant son intégration dans le corps des Conseillers d'Administration Hospitalière;

Considérant que dans sa réplique du 2 Février 1971, l'Administration observe que la première demande de reclassement du requérant date du 7 Mars 1966, que le Ministre de la Fonction Publique y répondait négativement par lettres n°s 1216/MEPDP2, 2835/MEPDP2 et 1422/MEPDP2 des 30 Avril 1965, 29 Novembre 1966 et 19 Novembre 1969 dont il verse copie aux débats le 24 Mai 1971 que la correspondance du 30 Avril 1965 prouve d'ailleurs que la première demande date en réalité du 17 Février 1965; mais considérant que malgré nos investigations, l'Etat n'administre pas la preuve de la notification des ces refus successifs, qu'ils ne sauraient donc faire

.../...

courir le délai du pourvoi nonobstant leur nombre;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et des pièces versées aux débats que le sieur da TRINIDAD n'a pas observé les prescriptions de l'article 68, alinéa 2 de l'ordonnance n°21/PR du 26 Avril 1966 qui dispose:

"Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision";

Qu'en effet le sieur da TRINIDAD, sans recours administratif préalable, a saisi directement la Cour au contentieux; considérant que notre jurisprudence est bien établie en ce sens que la loi ayant rendu obligatoire le recours administratif préalable, l'observation de cette formalité entraîne l'irrecevabilité du recours; qu'il convient de distinguer les demandes ou réclamations adressées aux Autorités Administratives et les recours administratifs;

Considérant qu'il échet de conclure à l'irrecevabilité du recours du sieur da TRINIDAD Joseph sans qu'il soit besoin de l'examiner au fond;

Que les frais seront mis à la charge du requérant;

PAR CES MOTIFS

Décide:

Art. 1 Le recours susvisé du sieur Joseph da TRINIDAD, enregistré au greffe de la Cour Suprême le 22 Mai 1970 sous le numéro 362 est rejeté en la forme;

Art. 2 Les frais sont mis à la charge du requérant;

Art. 3 Notification du présent arrêt sera faite aux parties.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs:

Cyprien AINANDOU, Président de la Cour Suprême PRÉSIDENT  
Gernaille T. BOUSSARI et Gaston FOUIN CHES MILLARS

Et prononcé à l'audience publique du Mardi vingt neuf Mai mil neuf cent soixante treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de Monsieur:

Gnégnaire GDEWCU  
et de Maître Honoré GARC AMOUSSOUGA

PROCURER GENERAL  
GREFFIER EN CHEF

Et ont signé:

Le Président

Le Rapporteur

Le GREFFIER en Chef

C. AINANDOU

G. FOUIN

H. GARC AMOUSSOUGA



# que

24

As



F = 90 case 988

Visé pour timbre et Enregistrement

En débet <sup>F</sup>E 1500 } Total: 1500

A Cotonou.le 12-7-73

L'Inspecteur de l'Enregistrement

